

## PIERRE JACQUET

Professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes

**Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale**

Pierre, c'est à votre tour de clore ce premier tour de commentaires.

**Pierre Jacquet, professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes**

Je voudrais faire quatre remarques. Tout d'abord, permettez-moi d'insister sur le rôle central de la politique intérieure. D'une certaine manière, nous vivons dans un monde où la politique nationale était ancrée dans la vision d'après-guerre d'une économie mondiale intégrée et libérale, qui était tenue pour acquise et compatible avec la rationalité économique et le capitalisme mondial. Cette politique économique mondiale, superposée d'une certaine manière à la fragmentation des États-nations, est en train de s'effondrer, ce qui donne lieu à de nombreux débats sur la question de savoir s'il faut la maintenir et comment. Dans les principaux pays occidentaux, la politique intérieure était régie par cette vision d'une économie mondiale globalisée : pour paraphraser Wolfgang Streeck (*Taking back control*, 2024), les États-nations démocratiques étaient considérés comme technocratiquement ancrés dans l'économie mondiale. Cela ne fonctionne plus pour de nombreuses raisons liées à la géopolitique, mais aussi liées à une insatisfaction généralisée à l'égard des résultats de la mondialisation dans nos pays. Au moins de manière transitoire, une logique et une rationalité inverses selon lesquelles une vision de l'économie mondiale doit être ancrée dans la politique intérieure, sont vouées à s'appliquer. La question est de savoir comment les politiques nationales peuvent nous amener, dans nos différents pays, à partager de nouvelles règles du jeu économique international. C'est une question difficile car la manière dont cela se produira et la nature de cette vision dépendent du pays dans lequel nous nous trouvons. Ce processus prendra du temps et il s'agira forcément d'un processus transactionnel : il n'y a pas d'autre solution, car il ne peut pas être actuellement guidé par une idéologie commune qui n'existe tout simplement plus. Le défi qui nous attend est donc de reconstruire progressivement une telle idéologie commune à propos des règles mondiales du jeu des interactions économiques.

Mon deuxième message concerne l'économie de la mondialisation. Plusieurs intervenants ont déclaré, et je suis d'accord avec eux, que la mondialisation est toujours vivante et qu'elle ne concerne pas seulement le commerce et la finance, mais aussi la mobilité humaine, les échanges culturels et scientifiques. La recherche est de plus en plus menée à l'échelle internationale par le biais de collaborations, et les questions de santé, notamment la réponse

à la pandémie de Covid, sont au moins autant internationales que nationales. Un autre aspect de la mondialisation est la prévalence et l'importance des biens publics mondiaux, notamment le changement climatique et les menaces pour la biodiversité, qui nécessitent des actions communes, ce qui constitue une forme de coopération internationale beaucoup plus exigeante. Face à cette mondialisation continue, le message dominant de l'économie traditionnelle a tendance à être politiquement simpliste. Par exemple, même cette idée de base, que j'ai moi-même soutenue en tant qu'économiste, selon laquelle le commerce est un jeu à somme positive dépend de qui sont les « joueurs » pris en compte : c'est un jeu à somme positive entre les nations (même si certaines ne le reconnaissent pas), mais cela ne l'est pas entre les individus qui composent ces nations : il y a des avantages et des coûts, inégalement répartis, et des gagnants et des perdants. La perception du résultat global dépend de la manière dont le bien-être individuel et collectif est vécu, mesuré et pondéré. Des données et des analyses plus détaillées sont nécessaires pour savoir comment la distribution des revenus est affectée par le commerce et quelles réponses politiques devraient être apportées. Les recommandations visant à ouvrir davantage les pays ou à les maintenir ouverts doivent tenir compte de cet équilibre entre avantages et coûts et discuter de la manière de le façonner et de le rendre acceptable. Au-delà de la nécessité de faire plus de place aux externalités, notamment l'environnement, le changement climatique, etc., l'un des défis de l'économie est de progresser vers des évaluations plus précises des avantages et des coûts des différentes formes de mondialisation. En fin de compte, l'équilibre entre avantages et coûts qui peut être jugé socialement souhaitable et gérable entre les gagnants et les perdants est une question politique qui, n'étant plus abordée dans le cadre d'une idéologie libérale mondiale partagée, n'appartient pas au domaine de l'économie normative.

Troisièmement, la gouvernance économique mondiale traverse une période de transition, dans le sens où les anciennes règles du jeu ont perdu leur légitimité, leur crédibilité, leur pertinence et leur soutien pour de nombreuses raisons, et de nouvelles règles du jeu sont nécessaires. Au cours de cette transition, le monde est devenu de plus en plus incertain, car il n'existe pas de normes de comportement communes respectées par tous les acteurs. Face à cette incertitude, il semble tout à fait normal que les entreprises du secteur privé tentent de réduire leurs risques et de revenir à un monde où elles peuvent mieux comprendre et gérer les risques qu'elles prennent. Il s'agit d'un nouvel environnement pour les entreprises et les investisseurs du monde entier. Ils peuvent vivre avec le risque, en tant que caractéristique quantifiable et probabiliste de leur environnement, mais ils essaient d'éviter « l'incertitude », c'est-à-dire, selon la terminologie knightienne, la possibilité de voir des événements inconnus se produire, ou des événements connus se produire avec une probabilité qui ne peut être calculée. Ils sont tentés de se réfugier dans des environnements qui, pour eux, sont moins incertains. Ainsi, la réduction des risques est une réponse à la fragmentation politique. Mais cela peut aussi rendre la fragmentation politique plus acceptable d'un point de vue économique, ce qui ne facilitera pas le processus de construction d'un ordre international différent. Pourtant, la réduction des risques peut aussi contribuer à la mondialisation en maintenant l'interdépendance. Par exemple, une réponse rationnelle à la menace ou à la réalité du protectionnisme consiste à localiser la production sur les marchés cibles : l'investissement international (direct) remplace ainsi les flux commerciaux. La mondialisation est toujours active, mais elle prend des formes différentes.



Enfin, dans cette période de transition, deux tendances majeures se dégagent. La première est la primauté du comportement transactionnel : construire de nouvelles règles implique une négociation globale et complexe, c'est-à-dire un processus dans lequel tous les participants exposent leurs propres intérêts et tentent de les faire progresser. Tout instrument susceptible de faire avancer leurs propres objectifs est susceptible d'être sur la table. De plus, un défi préliminaire pour organiser une telle discussion entre représentants nationaux est de gérer les processus nationaux par lesquels les intérêts nationaux peuvent être évalués et définis. Il ne faut pas trop se soucier des déclarations, aussi extrêmes et choquantes soient-elles. Ce qui compte après tout, c'est le débat, la discussion et la négociation. La deuxième tendance, qui est inéluctable, c'est la multipolarité. Tous les pays méritent une place autour de la table des négociations, et un nombre croissant de pays pèsent lourd. Les anciennes « grandes puissances » ne sont plus représentatives, et cela correspond à l'esprit de la World Policy Conference, qui, comme l'a mentionné Thierry, rassemble des puissances moyennes. Ce processus de négociation mondiale ne va pas être facile, les négociations entre deux ou trois grands pays sont déjà difficiles et avec 20, 25 ou 40 pays, les négociations prendront beaucoup plus de temps. C'est pourquoi nous avons besoin d'un dialogue intense sur toutes ces questions, mais nous devons fournir un effort continu pour reconnecter l'économie et la politique, car les deux sont indissociables. En tant qu'économistes, nous avons tendance à oublier cette réalité : nous vivons dans un monde où la géopolitique était raisonnablement compréhensible et stable, et nous pouvions ne pas en tenir compte. Tout cela est révolu, du moins pour un certain temps. Reconstruire une vision commune du monde, celle de la « haute politique », devrait être notre priorité.